

## ASIE DU NORD-EST

### APRES LES ESSAIS BALISTIQUES NORD-COREENS

L'exercice du 5 juillet 2006, qui a vu le tir d'un Taepo-Dong II et de cinq missiles de type Scud, était le plus important jamais réalisé par la Corée. (Celui de mai 1993 n'avait impliqué que quatre missiles.<sup>1</sup>)

La veille, Pyongyang avait affirmé, face au débat sur l'opportunité d'une frappe préemptive américaine sur ses missiles, que le pays riposterait par une frappe à caractère « *annihilant* ». <sup>2</sup> Le débat avait été lancé par deux anciens responsables du Pentagone sous M. Clinton, Ashton Carter et William Perry.<sup>3</sup>

Le tir manqué du Taepo-Dong II a sans doute suscité une certaine satisfaction chez les partisans du programme BMD américain. En effet, la tentative rappelle l'existence de la menace et donc justifie les efforts américains ; mais l'échec permet aux responsables du programme américain de ne pas encourir le reproche d'avoir « un temps de retard » sur cette menace, au vu des difficultés du programme américain.

Quelques jours plus tard, Pyongyang a réaffirmé son intention de développer son programme nucléaire – prenant notamment pour argument le vote par le Conseil de sécurité de la résolution 1695, la première à propos de la Corée du Nord depuis 1993. Le ministre de la Défense a affirmé que le pays pouvait « *survivre sans bonbons, mais pas sans munitions* » (*without sweets, but not without bullets*).<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> Joseph Bermudez, « North Korea launches missiles, Taepo Dong 2 explodes », *Jane's Defence Weekly*, 5 juillet 2006.

<sup>2</sup> Joseph Coleman, « N. Korea threatens nuclear strike », 4 juillet 2006.

<sup>3</sup> Ashton B. Carter & William J. Perry, « If Necessary, Strike and Destroy. North Korea Cannot Be Allowed to Test This Missile », *The Washington Post*, 22 juin 2006.

<sup>4</sup> « North Korea says it will bolster its nuclear weapons program », *Associated Press*, 26 juillet 2006.

Ces événements donnent évidemment de l'eau au moulin des nationalistes japonais partisans d'une attitude dure vis-à-vis de Pyongyang. Au-delà de l'opportunité du programme BMD du pays, qui semble désormais solidement inscrit dans la politique de défense japonaise (mais ne sera pleinement opérationnel qu'en 2011), les responsables japonais qui s'expriment ouvertement en faveur d'une option préemptive pour le Japon vis-à-vis de la Corée du Nord sont ainsi de plus en plus nombreux.<sup>5</sup>

---

<sup>5</sup> Voir sur ce sujet Wendell Minnick & Sam Jameson, « Japan Debates Pre-emptive Strike », *Defense News*, 14 août 2006.

## CHINE

### APRES LA PUBLICATION DU *CHINESE MILITARY POWER 2006*

1) D'après l'hebdomadaire *Defense News*, la Chine s'apprêterait à déployer pas moins de 60 missiles intercontinentaux DF-31 (dès 2007, rappelons-le, si l'on en croit le *Chinese Military Power*, cf. synthèse n° 5).<sup>1</sup> Dans le même article, John Lewis, expert bien connu des missiles chinois, estime que Pékin rencontre des difficultés dans la mise au point d'armes nucléaires plus modernes (ratio poids/énergie). Les armes stratégiques chinoises actuelles auraient selon l'article une énergie au moins égale à 400 kilotonnes.

2) L'*American Enterprise Institute* organisait, simultanément à la parution du *Chinese Military Power*, un débat d'experts sur les capacités nucléaires chinoises.<sup>2</sup> Les participants ont confirmé la lenteur du programme nucléaire du pays, qui contraste avec le développement rapide d'une force balistique conventionnelle. Richard Fischer (*International Assessment and Strategy Center*) s'est interrogé sur les capacités d'emport du DF-31 (une ou trois armes ?) et indiqué que ce missile pourrait bien être transportable par voie ferrée autant que par route. Evan Medeiros (*Rand Corporation*) a estimé que la dissuasion chinoise ne peut plus être qualifiée de « minimale », mais que la stratégie du pays reste fondée sur l'effet psychologique qu'aurait une frappe nucléaire et ne pouvait être assimilée à une forme de riposte graduée. Pékin aurait une stratégie de « *représailles assurées* » qui se limiterait à être en mesure d'infliger des dommages inacceptables à tout adversaire. Rien n'indique, selon lui, que Pékin soit sur le point d'abandonner sa doctrine affichée de non-emploi en premier. Enfin, selon Medeiros, les nouvelles armes chinoises auraient une énergie de l'ordre de 400 à 600 kilotonnes.

---

<sup>1</sup> Wendell Minnick, « China Speeds ICBM Plans To Debut Missiles With Longer Reach in 2007 », *Defense News*, 10 juillet 2006.

<sup>2</sup> American Enterprise Institute, *China's Growing Missile Force*, 11 juillet 2006.

## ÉTATS-UNIS

### MISSILES STRATEGIQUES CONVENTIONNELS : REPONSE AUX CRITIQUES

Face aux critiques (cf. synthèse n° 5), le plan de « conventionnalisation » d'une partie des Trident-2D5 a fait l'objet d'une défense vigoureuse de la part de deux anciens secrétaires à la Défense, Harold Brown et James Schlesinger.<sup>1</sup> En cohérence avec la vision de leur successeur (et également prédécesseur) M. Rumsfeld, ils avancent que les risques de « confusion » avec le lancement d'un missile nucléaire sont surévalués, car seule la Russie disposerait selon eux des moyens de détection et repérage d'un lancement de SLBM à partir des zones habituelles de patrouille des SNLE américains. Ils soulignent également que le risque de voir le troisième étage du missile tomber sur le territoire d'un État non visé serait très faible. Ils notent que le remplacement sur les SNLE de la classe *Ohio* de quelques missiles nucléaires par un nombre équivalent de missiles conventionnels ne compromettrait pas la capacité de frappe massive des États-Unis, puisqu'il suffirait d'augmenter le nombre d'armes emportées par les autres missiles Trident sur le même bâtiment. Enfin, ils rappellent que la Marine américaine a longtemps eu pour coutume d'emporter à la fois des missiles de croisière conventionnels et des missiles de croisière nucléaires sur les mêmes bâtiments.

On note que le scénario retenu par les deux anciens secrétaires à la Défense pour illustrer leur propos est conforme au « scénario nominal » du Pentagone : il s'agirait d'un instrument de frappe préemptive (et non préventive) contre un adversaire s'appêtant à employer des moyens de destruction de masse à l'encontre des intérêts américains, et qui permettrait à un président américain d'échapper, selon eux, au dilemme qui consisterait à choisir entre la frappe nucléaire et l'abstention.

Par ailleurs, l'on apprend que la précision du Trident-2D5 conventionnel serait de l'ordre de 4,5 à 5 mètres avec un guidage assisté par GPS, selon une estimation donnée par le STRATCOM, contre 90 mètres dans sa version nucléaire (guidage inertiel avec visée stellaire).<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Harold Brown & James Schlesinger, « A Missile Strike Option We Need », *The Washington Post*, 22 mai 2006.

<sup>2</sup> « US conventionally launched Trident plan stirs controversy », *Jane's Missiles & Rockets*, 12 juin 2006.

## ÉTATS-UNIS

### MODERNISATION DES FORCES STRATEGIQUES (5)

1) Les forces aériennes stratégiques américaines ont élaboré leur plan de modernisation des ICBMs Minuteman-III pour l'après 2020. Les missiles seraient presque entièrement rénovés, avec un nouvel étage inférieur, un nouveau véhicule de rentrée, une amélioration des systèmes de C2 et de sécurité, et un système de guidage amélioré. Ce plan confirme que l'armée de l'Air n'a aucunement l'intention d'abandonner les missiles balistiques sol-sol et que le Pentagone, pour l'heure en tout cas, a fermement l'intention de maintenir une « triade » complète de moyens stratégiques pour l'avenir prévisible.<sup>1</sup>

2) En revanche, l'US Air Force souhaite toujours, malgré les réticences du Congrès, mettre à la casse les deux-tiers de ses bombardiers B-52. (Sur un total de 94, elle souhaite se débarrasser de 61 bombardiers, et ainsi n'en conserver que 33.) Dans le cadre du budget pour l'année fiscale 2006-2007, le Congrès a en effet contraint le Pentagone à maintenir la flotte actuelle jusqu'en 2018, au moment où un nouveau bombardier pourrait être prêt à prendre la relève.<sup>2</sup>

3) Le Département de l'Énergie a terminé le programme de remise en état des armes B61 (l'une des principales armes américaines, disponible en plusieurs versions avec une large gamme d'énergies). Ce programme, qui avait été entamé en 2000, permet selon la NNSA de prolonger la durée de vie des modèles B61-7 et B61-11, entrés en service au tournant des années 1970, d'une vingtaine d'années.<sup>3</sup>

4) Le même Département de l'Énergie souhaite être autorisé à quadrupler sa production annuelle de « cœurs » d'armes nucléaires au laboratoire de Los Alamos.<sup>4</sup> Le plafond autorisé est actuellement de 20 (le DoE espère atteindre cet objectif en 2007), et le nouveau plafond souhaité est de 80. Il convient de rappeler que ces engins seraient prioritairement destinés aux armes existantes et à des expérimentations de type tir froid. Ainsi la volonté du DoE

---

T<sup>1</sup> « Air Force Lays Out Post-2020 Modernization Priorities for ICBMs », *Space & Missile Defense Report*, 10 juillet 2006.

<sup>2</sup> « U.S. Defense Department Wants to Shrink B-52 Fleet », *NTI Global Security Newswire*, 9 août 2006.

<sup>3</sup> « NNSA delivers restored nuclear weapon », *UPI*, 3 juillet 2006.

<sup>4</sup> « Los Alamos Seeks to Quadruple Pit Production », *NTI Global Security Newswire*, 27 juin 2006.

d'accroître très significativement sa production n'a-t-elle pas de conséquence mécanique sur le volume global de l'arsenal nucléaire américain. Pour l'heure, les plans de la NNSA ne prévoient qu'une capacité effective de production, dans la nouvelle usine de Los Alamos, de 30 à 50 cœurs en 2012. Par la suite, une autre installation aurait, en 2022, une capacité de production beaucoup plus importante (125 par an).<sup>5</sup>

---

<sup>5</sup> Andrew Koch, « US plans for nuclear weapons modernisation draw criticism », *Jane's Intelligence Review*, août 2006.

## ÉTATS-UNIS

### **RELIABLE REPLACEMENT WARHEAD : COMPETITION ET CONTROVERSE (2)**

Une enquête très détaillée de la revue scientifique *Nature* apporte une contribution intéressante au débat sur le programme « *Reliable Replacement Warhead* ». <sup>1</sup> Elle donne notamment la parole aux grandes figures du programme nucléaire américain.

Un ancien directeur du laboratoire Los Alamos, Sigfried Hecker, prend ainsi position sur le débat entre scientifiques à propos du vieillissement du plutonium : pour lui, et contrairement à certains de ses collègues, il serait imprudent de maintenir en service des armes contenant du plutonium vieux de plus de cinquante ans.

Un autre vétéran du programme nucléaire américain, Harold Agnew, tempère l'enthousiasme des concepteurs pour le programme RRW. Il estime que l'on n'en sait pas assez sur la manière dont des altérations aux schémas existants pourraient modifier le comportement des armes. « *Ces nouveau [NB : en français dans le texte] designers ne connaissent pas les marges. En fait, personne ne connaît les marges* ». Il partage ainsi les critiques de Sydney Drell (cf. Synthèse n° 5). D'autres comme Richard Garwin estiment qu'il serait préférable de réduire le stock total d'armes, ce qui permettrait selon lui de le maintenir en condition « *indéfiniment* ». D'autres enfin comme Herbert York et John Foster sont plutôt favorables au programme.

L'article suggère qu'une deuxième compétition entre laboratoires, pour un second schéma de RRW, devrait être organisée en 2007. De fait, le Pentagone, d'après un document officiel, envisage à partir de 2030 un stock d'armes basé sur deux à quatre types de RRW, et de zéro à quatre types d'armes traditionnelles rénovées. <sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Geoff Brumfiel, « Nuclear Weapons : The next nuke », *Nature*, n° 442, 6 juillet 2006.

<sup>2</sup> Département de la Défense, site du *Deputy Assistant to the Secretary of Defense for Nuclear Matters*, « Stockpile Transformation ».

## EUROPE

### INCERTITUDES SUR L'AVENIR DE LA PRESENCE NUCLEAIRE AMERICAINE

Un sondage effectué par la société *Strategic Communications* pour le compte de Greenpeace sur la présence nucléaire américaine en Europe dans les six pays « hôtes » donne quelques résultats intéressants.<sup>1</sup> Le niveau de connaissance de cette présence reste relativement faible (35,5 % en moyenne), notamment en Turquie (20,6 %). Elle est beaucoup plus importante en Belgique (52 %), ce qui n'a rien d'étonnant dans la mesure où des débats politiques publics ont eu lieu récemment à propos des armes nucléaires américaines stationnées dans ce pays. Les sondés font part de leur « *préoccupation* » à l'égard de cette présence nucléaire (63,6 % en moyenne), notamment en Turquie (77,5 %). A la question, que l'on peut estimer orientée, « *Voulez-vous que l'Europe soit libre de toute présence nucléaire ou pas ?* », les sondés répondent positivement à 69,2 % en moyenne (88,1 % en Turquie, 55,7 % au Royaume-Uni).

Par ailleurs, une déclaration commune de deux parlementaires européens du groupe des Verts exige le retrait des armes nucléaires américaines d'Europe avant la fin de 2006.<sup>2</sup>

Un article d'Oliver Meier, spécialiste de la question, dans la dernière livraison de la revue *Arms Control Today* suggère que la question du remplacement des bombardiers Tornado et F-16 pourrait bien être un facteur important pour l'avenir de la présence nucléaire américaine en Europe. Certains des pays « hôtes » ayant un rôle nucléaire (Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Italie, Turquie) doivent en effet procéder au remplacement de leurs Tornado par le Typhoon ou le JSF dans les années qui viennent. Or, en juillet 2004, le Bundestag a refusé de donner un rôle nucléaire au Typhoon, tout simplement au nom de la propriété commerciale (les modifications qui devraient être apportées au bombardier impliqueraient en effet l'accès américain à des informations sensibles). Le SPD, membre de la coalition gouvernementale, a confirmé en 2006 qu'il était opposé à ce que le successeur du Tornado ait une capacité nucléaire. De son côté, le nouveau gouvernement italien a mis

---

<sup>1</sup> Strategic Communications, *Nuclear Weapons in Europe : Survey Results in Six European Countries, Study Coordinated by Strategic Communications for Greenpeace International*, 25 mai 2006.

<sup>2</sup> European Parliament, Written Declaration pursuant to Rule 116 of the Rules of Procedure by Caroline Lucas and Angelika Beer on the withdrawal of US nuclear weapons from European territory before the end of 2006, 0047/2006, 12 juin 2006.

en cause sa participation au programme JSF, ouvrant ainsi la possibilité du remplacement de ses Tornado par le seul Typhoon. La Turquie, de son côté, ne s'est pas encore engagée dans l'acquisition d'un successeur à ses F-16. Enfin, la Belgique a repoussé l'échéance en décidant de prolonger la durée de vie de ses propres F-16.<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> Oliver Meier, « An End to U.S. Tactical Nuclear Weapons in Europe? », *Arms Control Today*, juillet-août 2006.

## EUROPE

### UN SITE D'INTERCEPTEURS AU ROYAUME-UNI ?

Les discussions exploratoires menées par le Pentagone en Europe centrale au sujet du déploiement d'intercepteurs anti-balistiques stratégiques sur le continent semblent se heurter à des réticences imprévues.<sup>1</sup>

En effet, les Américains exigeraient du pays hôte que le futur site européen soit considéré comme une installation extraterritoriale. Les Polonais et les Tchèques, pour lesquels toute limitation à leur souveraineté territoriale rappellerait de mauvais souvenirs, auraient fait savoir que cette option était inacceptable. Leur position serait d'autant plus ferme que la possibilité d'un déploiement d'intercepteurs ne semble guère populaire au sein des opinions publiques ; plus de 80 % des Tchèques, par exemple, y seraient opposés.

De son côté, la Hongrie ne serait pas considérée comme une option réaliste en raison de sa proximité avec la Russie.

Devant cette situation, l'option d'un déploiement sur le territoire britannique serait désormais sérieusement envisagée.<sup>2</sup>

En tout état de cause, le projet doit encore être financé par le Congrès. Or la Chambre des représentants a refusé tout financement au Pentagone pour une base d'intercepteurs en Europe dans le projet de budget pour l'année fiscale 2006-2007.

Le calendrier du Pentagone prévoit que le site européen soit opérationnel dès 2011.

---

<sup>1</sup> « Eastern Europe Shuns Missile Shield », *Der Spiegel Online*, 2 août 2006.

<sup>2</sup> « U.S. Reconsiders U.K. for Missile Defense Interceptor Site », *NTO Global Security Newswire*, 16 août 2006.

## INDE—PAKISTAN

### QUEL DEVELOPPEMENT FUTUR POUR LES ARSENAUX NUCLEAIRES ?

Les interrogations sur les effets à long terme de l'accord américano-indien et la révélation de la construction d'un nouveau réacteur par le Pakistan amènent à réévaluer les possibilités d'expansion des arsenaux nucléaires en Asie du Sud.

1) Les capacités nucléaires indienne et pakistanaise sont évaluées à quelques dizaines d'armes chacune. Mais les stocks de matières fissiles dont disposent les deux pays n'ont probablement pas été entièrement militarisés. D'après l'une des estimations les plus réputées, celle de l'ISIS, l'Inde disposait en 2004 de 345 à 510 kilos de plutonium et de 150 à 300 kilos d'UHE.<sup>1</sup> (Le stock indien a été récemment évalué, dans une hypothèse favorable à l'Inde, à 388-550 kilos de plutonium, soit suffisamment pour une quantité d'armes comprise entre 65 et 91 armes.<sup>2</sup>) Le Pakistan disposait, lui, de 20 à 60 kilos de plutonium et de 1 000 à 1 250 kilos d'UHE. Il dispose donc sans doute de « l'avantage » dans le domaine de l'UHE, alors que l'Inde a un stock beaucoup plus important de plutonium. Il semble en tout cas clair qu'il n'y a pas « d'infériorité pakistanaise » du point de vue du stock de matières, et qu'il n'y en a sans doute pas non plus du point de vue du stock d'armes opérationnelles.

2) L'attention a été attirée par le *Non-Proliferation Education Center*, à la fin de l'an dernier, sur la possibilité que l'accord indo-américain puisse permettre à New Delhi d'accroître sa production d'armes nucléaires. D'après Henry Sokolski, la livraison de combustible pour les réacteurs de Tarapur-1 et Tarapur-2 permettrait en effet à l'Inde de « libérer » quelques 24 000 UTS par an, donc de quoi produire assez d'UHE pour environ 12 armes ; ou bien assez de plutonium pour environ 75 armes rudimentaires, au lieu d'être utilisé sous forme de combustible MOX.<sup>3</sup>

Un expert indien, pour sa part, estime qu'après la mise en œuvre de l'accord, l'Inde aurait la possibilité de fabriquer au total 50 armes au plutonium par an (avec 130 kilos de

---

<sup>1</sup> *ISIS Estimates of Unirradiated Fissile Material in De Facto Nuclear Weapons States, Produced in Nuclear Weapons Programs*, Institute for Science and International Security, 1<sup>er</sup> avril 2004 (révisée au 30 juin 2005).

<sup>2</sup> Ashley J. Tellis, *Atoms for War? U.S-India Civilian Nuclear Cooperation and India's Nuclear Arsenal*, Carnegie Endowment for International Peace, juin 2006, p. 13.

<sup>3</sup> Henry D. Sokolski, « Backing the US-India Deal and Nonproliferation : What's Required », Senate Foreign Relations Committee, 3 novembre 2005.

plutonium).<sup>4</sup> Son analyse aurait été confirmée par un panel de physiciens dont le rapport, prévu pour septembre 2006, mentionnerait 40 à 50 armes par an.<sup>5</sup>

L'analyste Ashley Tellis, que l'on sait avoir été l'un des architectes de l'accord américano-indien, a produit une longue réfutation détaillée de cette argumentation. Cette réfutation suggère que les capacités indiennes de production de plutonium, d'une part, et d'uranium naturel d'autre part, ne seraient pas utilisées à plein. Elle affirme ainsi que rien dans la démarche indienne ne semble indiquer une « fuite en avant » dans la construction de l'arsenal le plus large possible.<sup>6</sup>

3) Fin juillet, la construction d'un nouveau réacteur pakistanais sur le site de Khushab a été révélée par l'*Institute for Science and International Security* (ISIS).<sup>7</sup> Selon l'ISIS, un tel réacteur, dont la construction aurait commencé vers 2000, permettrait de générer suffisamment de plutonium pour la fabrication de 40 à 50 armes par an. Devant le scepticisme suscité par cette analyse, y compris de la part de l'administration américaine, l'ISIS a produit un document complémentaire destiné à confirmer ses hypothèses.<sup>8</sup>

Cette démarche s'inscrit à n'en pas douter dans la volonté pakistanaise de « ne pas se laisser distancer » par son voisin, pour des raisons à la fois politiques et stratégiques. Elle confirme la réorientation du programme pakistanais vers les armes au plutonium, plus légères (mais probablement non testées en 1998, malgré des doutes sur le dernier essai).

4) Il est douteux que l'Inde et le Pakistan s'inscrivent dans une démarche consistant à maximiser leur nombre d'armes nucléaires opérationnelles. Leur priorité semble plutôt d'affiner leur capacité de militarisation (notamment sur les missiles balistiques).<sup>9</sup> Il est certain, en revanche, que les arsenaux des deux pays vont rester en phase de croissance pour encore un certain temps. L'Inde estime ne pas encore disposer de la capacité d'infliger des dommages insupportables à la Chine. Le Pakistan, de son côté, estime être dans la même situation vis-à-vis de l'Inde ; mais, de plus, l'accord américano-indien a accru ses craintes de voir son voisin disposer un jour d'une capacité de frappe préemptive (nucléaire ou même conventionnelle, au moyen de progrès technologiques rendus possibles par la coopération indo-américaine).

---

<sup>4</sup> « 'India can make 50 nuclear warheads a year' », *The Hindu*, 19 juin 2006.

<sup>5</sup> Jon Fox, « Physicists Back Claim that US-Indian Deal Could Allow for 50 New Indian Nuclear Weapons a Year », *NTI Global Security Newswire*, 23 août 2006.

<sup>6</sup> Tellis, op. cit.

<sup>7</sup> David Albright & Paul Brannan, *Commercial Satellite Imagery Suggests Pakistan is Building a Second, Much Larger Plutonium Production Reactor: Is South Asia Headed for a Dramatic Buildup of Nuclear Arsenals?*, Institute for Science and International Security, 24 juillet 2006.

<sup>8</sup> Ibid., *Further Discussion of the New, Large Khushab Reactor*, Institute for Science and International Security, 4 août 2006.

<sup>9</sup> Comme on le sait, le premier test de l'Agni-3, effectué en juillet 2006, a été un échec.



## ROYAUME-UNI

### DEBAT SUR L'APRES-TRIDENT (2)

1) L'annonce par Gordon Brown, successeur présumé de M. Blair, de son soutien au remplacement du système Trident a confirmé la volonté du gouvernement britannique de « préempter » autant que possible le débat.<sup>1</sup>

Le gouvernement Blair aura sans doute noté avec satisfaction que les protestations des parlementaires de la gauche du Parti travailliste ont été finalement assez peu nombreuses.<sup>2</sup> Même Dennis Healey, l'ancien secrétaire à la Défense, reconnaît qu'il y a encore un double intérêt politique à posséder une force de dissuasion : accroître l'influence britannique sur Washington, et ne pas laisser la France seul pays européen à disposer d'armes nucléaires (argument qui, comme on le sait, revient souvent dans le débat britannique).<sup>3</sup>

En décembre 2005, pas moins de 93 parlementaires travaillistes avaient demandé un vote sur la question. Le gouvernement n'a pas exclu cette possibilité. Pour l'heure, toutefois, il n'a promis qu'un débat « *sous une forme exprimant le respect qui est dû à la Chambre* ». <sup>4</sup>

Le coût de remplacement du Trident fait l'objet d'estimations très diverses, allant de 12 à 25 milliards de livres. Le maintien en condition de la dissuasion britannique est estimé à 3 % du budget de la défense, soit environ un milliard de livres par an.

2) L'été 2006 a également vu une étape importante dans le processus de réflexion britannique : la publication d'un premier rapport de la Commission de la défense (consacré au contexte stratégique), et la réponse du gouvernement à ce rapport (prélude à la publication annoncée d'un Livre blanc sur la question nucléaire).<sup>5</sup>

---

<sup>1</sup> M. Brown a mentionné le besoin de « *maintenir notre dissuasion nucléaire indépendante* » (Gordon Brown, Speech by the Chancellor of the Exchequer, the Rt. Hon. Gordon Brown MP at the Mansion House, London, 21 juin 2006).

<sup>2</sup> Voir Will Woodward & Richard Norton-Taylor, « Brown's Trident pledge angers backbenchers and the military », *The Guardian*, 21 juin 2006.

<sup>3</sup> Cité in Gavin Cordon, « No military reason for UK's atomic weapons, says Healey », *The Scotsman*, 8 juillet 2006.

<sup>4</sup> « U.K. Lamakers May Not Get Say on Nuclear Deterrent », *NTI Global Security Newswire*, 26 juin 2006.

<sup>5</sup> House of Commons Defence Committee, *The Future of the UK's Strategic Nuclear Deterrent : the Strategic Context*, Eighth Special Report of Session 2005-2006, House of Commons Paper n° 986, 30

Les réponses gouvernementales sont intéressantes sur plusieurs points :

- ⇒ Le MoD rappelle la définition britannique de la suffisance : « (...) *the UK pursues a strategy of minimum nuclear deterrence. We do not see Trident as a weapon system for fighting wars, but as having a fundamentally political role in deterring aggression. We would only ever contemplate its use in extreme circumstances of self-defence. The extent of our nuclear capabilities is therefore maintained at the minimum level required to deter aggressors, rather than by the number of warheads held by other countries* ». <sup>6</sup> Cette argumentation permet au Royaume-Uni de nier la pertinence de négociations multilatérales de désarmement nucléaire. (On notera également qu'elle reprend, comme c'est souvent le cas, des éléments de langage issus de l'avis consultatif de la CIJ de 1996.)
- ⇒ Cette présentation officielle de la doctrine britannique est complétée plus loin par le paragraphe suivant : « *We maintain the current nuclear deterrent, not because of the status it gives us, but because of its role in deterring acts of aggression, in insuring against the re-emergence of major strategic military threats, in preventing nuclear coercion, and in preserving peace and stability* ». <sup>7</sup> Il s'agit là de couper court aux évocations, dans le débat sur le nucléaire britannique, à toute discussion sur un lien éventuel entre la possession d'une force de dissuasion et la qualité de membre permanent du Conseil de sécurité, ou avec la parité de statut nucléaire entre Londres, Washington et Paris.
- ⇒ Face aux interrogations exprimées par les parlementaires et certains des experts entendus par la Commission quant à l'indépendance réelle de la dissuasion britannique, le MoD, qui semble piqué au vif, donne les précisions suivantes : « (...) *the UK Trident is **fully** operationally independent (...). The instruction to fire would be transmitted to the submarine using entirely UK codes and UK equipment. (...) The Vanguard-class submarines can readily operate without the Global Positioning by Satellite (GPS) system and the Trident D5 missile does not use GPS at all (...)* ». <sup>8</sup>
- ⇒ Enfin, le MoD lève le voile sur ses préférences en précisant à propos d'un éventuel successeur au Trident : « (...) *the ability of any deterrent system to survive pre-emptive action by an adversary is likely to remain an important aspect of its credibility* ». <sup>9</sup>

---

juin 2006 ; Government Response to the Committee's Eighth Report of Session 2005-2006, Ninth Special Report of Session 2005-2006, 26 juillet 2006.

<sup>6</sup> Government Response..., op. cit., p. 3.

<sup>7</sup> Ibid., p. 4.

<sup>8</sup> Ibid., p. 5.

<sup>9</sup> Ibid., p. 9.

## ROYAUME-UNI

### ***DETERRENCE AND THE NEW GLOBAL SECURITY ENVIRONMENT*** (La dissuasion et le nouvel environnement de sécurité global)

*Ouvrage collectif édité par Ian Kenyon et John Simpson, Routledge, 2006*

(avec des articles de Sir Michael Quinlan, Darryl Howlet, P.K. Ghosh, Wyn Q. Bowen, Aaron Karp, James A. Russell et James J. Wirtz, Alexander A. Pikayev, Zong Jing et Pan Zhenqiang, John Simpson, Ian Kenyon, Bernd W. Kubbig, Waheguru Pal S. Sidhu, Naaem A. Salik, Alaa Issa)

#### ***DESCRIPTION ET COMMENTAIRE***

La parution d'un ouvrage académique collectif approfondi sur la dissuasion est un événement rare ces toutes dernières années, et d'autant plus intéressant que l'initiative émane d'un centre (MCIS, *Mountbatten Centre for International Studies*, Université de Southampton), au demeurant d'excellente renommée, plus connu pour ses activités dans le domaine de la non-prolifération, et entre autres dans le cadre du PPNN (*Program for Promoting Nuclear Non-Proliferation*), que pour ses analyses stratégiques.

La motivation de l'ouvrage relève d'un thème désormais classique : la dissuasion nucléaire a été dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle le mécanisme organisateur central des relations de sécurité, appuyé entre autres sur l'*arms control* bilatéral USA-URSS. Mais le contexte du XXI<sup>e</sup> siècle est différent, et caractérisé par la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, les systèmes de défense antimissile et la menace des organisations terroristes internationales. Dans cet environnement, la dissuasion nucléaire est devenue moins centrale, mais le concept de dissuasion lui-même reste tout à fait valide et pertinent, et il s'est diversifié et élargi pour s'adapter à la nouvelle complexité des problèmes de sécurité internationale.

L'ensemble des articles présentés apporte des contributions substantielles et une couverture exhaustive, successivement dans trois domaines :

- ⇒ s'agissant de théories : éléments classiques et nouveaux développements conceptuels sur les éléments nucléaires et non nucléaires de la dissuasion, et sur le rôle des défenses antimissile ;
- ⇒ s'agissant de pratiques : retour sur les cinq puissances nucléaires établies et leurs perspectives en matière de dissuasion (John Simpson traite à la fois de la France et du Royaume-Uni, qui sont encore, de son point de vue, trop attachées aux logiques de Guerre froide ; mais paradoxalement, il n'aborde que très marginalement

ment le discours présidentiel de juin 2001 ; et naturellement le discours de l'Île Longue de janvier dernier était intervenu après le « bouclage » du livre) ;

- ⇒ dynamiques régionales : l'Allemagne (en tant que pays « non possesseur d'ADM » et acceptant le stationnement d'armes nucléaires OTAN sur son territoire), l'Asie du Sud et le Moyen-Orient.

Dans le domaine théorique, le changement de contexte et de concepts souligné par plusieurs auteurs se traduit, selon Aaron Karp, par le fait qu'il existe aujourd'hui trois types distincts de relations dissuasives :

- ⇒ celui qui existe entre les cinq puissances nucléaires, qui a évolué vers des formes plus latentes compte tenu du renforcement des relations politiques entre les Cinq depuis 1991 ;
- ⇒ celui qui implique les États nucléaires émergents, qui serait moins stable que le précédent ;
- ⇒ celui qui concerne les situations impliquant des acteurs terroristes.

C'est justement sur le troisième type de dissuasion que l'on voudrait insister ici. Certes, comme il a été souligné à l'envi, la dissuasion nucléaire n'est pas pertinente vis-à-vis d'acteurs non-étatiques, ni plus généralement la dissuasion conventionnelle en ce qu'elle implique l'emploi de la force militaire entre États. Mais selon Michael Quinlan et Wyn Bowen, les acteurs terroristes sont dissuadables. Et en particulier l'analyse du premier mérite attention.

Celui-ci rappelle d'abord cinq propositions génériques qui sont aux fondements de la dissuasion prise dans son acception la plus large (au sens français du terme selon lui) :

- ⇒ ciblage des valeurs auxquelles le « dissuadé » attache du prix ;
- ⇒ possibilités de dissymétries à la fois dans la puissance et dans les systèmes de valeurs des États en confrontation ;
- ⇒ la perception du dissuadé est le complément inséparable de la posture et de la rhétorique du « dissuadeur » ;
- ⇒ l'ambiguïté de la posture et de la rhétorique est l'un des éléments importants du renforcement de la dissuasion ;
- ⇒ les calculs relatifs à la dissuasion ne doivent s'exprimer qu'en termes de probabilités.

S'appuyant sur ces propositions, il poursuit ensuite par l'affirmation selon laquelle tout État ou groupe d'États est dissuadable, en ce sens qu'il a nécessairement un système de valeurs, quelle que soit sa nature et quelles que soient ses différences par rapport aux nôtres. Quant aux organisations terroristes, il pose l'assertion fondamentale selon laquelle toute organisation terroriste qui a la structure et la taille requises pour être en mesure de causer des dommages massifs a nécessairement besoin d'un État (ou de plusieurs) pour la soutenir et l'héberger, témoin l'expérience du gouvernement taliban à l'automne 2001.

Certains diront que les terroristes du 11 septembre 2001 n'avaient pour seule valeur que l'instrumentalisation de leur suicide au service de leur cause et restaient inaccessibles à

toute dissuasion directe. La réponse de M. Quinlan est que les terroristes ne sauraient exister ni opérer indépendamment de leur organisation, et que précisément c'est elle qu'il s'agit de dissuader, en s'attaquant non pas à ses exécutants, ou en tous cas pas directement, mais à ses dirigeants, ses modes et ses instruments de fonctionnement. Et cette dissuasion doit sortir du champ purement militaire et être totale, c'est-à-dire également politique, juridique, idéologique, économique et financière, de manière soigneusement adaptée à la spécificité des acteurs. Et elle doit donc être, à différents égards, une dissuasion par déni. Elle doit aussi par ailleurs jouir d'un large soutien international qui la légitime.

**Commentaire** : L'argumentaire de Sir Michael donne à penser. Le paradigme ainsi créé paraît convaincant, mais il reste à le mettre en œuvre de manière effective, auquel cas aucune organisation terroriste et aucun État qui la soutient ne pourront ignorer le risque de représailles majeures de toute nature qui pèse sur eux. Mais l'efficacité de cette dissuasion globalisée et adaptée implique à notre sens deux conditions :

- ⇒ un engagement de l'ensemble des mécanismes de défense et de sécurité à la disposition de l'État menacé ; il s'agit, faut-il le préciser, d'une dissuasion plus difficile à mettre en œuvre que la dissuasion nucléaire classique vis-à-vis d'un État ;
- ⇒ un engagement conjoint et solidaire de plusieurs États, aucun pays ne pouvant, quelle que soit sa puissance, agir de manière efficace s'il est isolé : il s'agit d'une dissuasion pluri-étatique.

## **RUSSIE**

### **MODERNISATION DES FORCES STRATEGIQUES (4)**

Le « Modèle 2015 » des forces stratégiques russes était toujours, à l'été 2006, en attente d'approbation par la présidence. Mais les doutes quant à la possibilité de réaliser effectivement ce modèle n'ont pas attendu. Le calendrier de déploiement des nouveaux SNLE de la classe *Borey*, par exemple, ferait l'objet d'interrogations au sein de la Marine. Et le mode de fonctionnement des chantiers navals russes privilégierait le lissage du plan de charge, avec pour résultat un accroissement important du coût unitaire de chaque bâtiment. C'est également pour des raisons de coût que le programme d'essais du missile *Boulava* serait destiné à être ralenti.<sup>1</sup>

M. Ivanov n'en a pas moins affirmé qu'aux termes de ce modèle, la Russie serait dotée en 2015 de 69 missiles *Topol-M*.<sup>2</sup> De même le chef d'état-major des armées a-t-il confirmé que la mise en œuvre du plan de modernisation des forces stratégiques serait achevée en 2016.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> « Russian weapons program for 2007-2015 », *SKRIN Market & Corporate News*, 5 juillet 2006.

<sup>2</sup> « Strategic Missile forces to receive 69 Topol-Ms by 2015 – Ivanov », *Russia & CIS Military Newswire*, 13 juillet 2006. M. Ivanov a également déclaré qu'au moins un exemplaire supplémentaire du bombardier Tu-160 Blackjack rénové entrerait en service avant la fin de l'année 2006. (*RIA Novosti*, « Russia to reform strategic nuclear triad by 2016 : top general », 9 juillet 2006)

<sup>3</sup> « Russia to reform strategic nuclear triad by 2016 : top general », *RIA Novosti*, 9 juillet 2006.

## **RUSSIE**

### **MOSCOU TIENT A SES ARMES « NON STRATEGIQUES »**

La contestation latente en Europe de la présence nucléaire américaine sur le continent contraste avec les positions de plus en plus dures de la Russie sur la question des armes nucléaires « non stratégiques ».

Les chances d'une négociation sur les armes non stratégiques dans les années qui viennent semblent faibles au regard des dernières déclarations russes. Un haut responsable du ministère de la Défense est cité par les agences de presse comme refusant par avance toute discussion avec les États-Unis sur les armes dites « tactiques ».<sup>1</sup>

Il est vrai que ces armes sont censées, comme on le sait, avoir acquis une importance plus grande dans la stratégie russe depuis quelques années. Un long article récent fait le point sur la question.<sup>2</sup> Leur nombre serait compris entre 3 500 et 4 000, dont environ 1 200 destinées aux missiles anti-aériens et 1 700 autres armes. Le « Modèle 2015 » actuellement en cours d'élaboration prévoirait l'acquisition de 60 missiles Iskander à double capacité, d'une portée de 280 kilomètres. (Comme on le sait, une éventuelle capacité nucléaire pour ce missile contreviendrait aux engagements unilatéraux pris au tournant des années 1990 par MM. Gorbatchev et Eltsine.)

Le général Yevgeni Maslin, ex-commandant du 12<sup>ème</sup> GUMO (qui contrôle les armes russes), cité par l'article, estime que ces armes sont particulièrement importantes pour la dissuasion russe face à la Chine. La possibilité d'un (re)déploiement d'armes russes en Biélorussie et/ou sur le territoire de Kaliningrad est également évoquée.

D'après l'article, à la suite de l'exercice militaire conjoint effectué par les armées russe et biélorusse en 2006 (« Bouclier 2006 »), le président Loukashenko aurait déclaré qu'en cas de menace contre « l'Union » (des deux pays), l'emploi d'armes nucléaires tactiques pourrait

---

<sup>1</sup> « Russia Will Not Discuss its Nuclear Weapons With U.S. – Official », *MosNews*, 14 juin 2006.

<sup>2</sup> Nikolai Poroskov, « General's Last Argument : The subject of tactical nuclear weapons will be brought up more than once yet », *Defense and Security*, 26 juillet 2006. Selon l'auteur, les armes russes auraient été retirées de Biélorussie en 1996 (alors qu'il est généralement admis que l'ensemble des retraits russes aurait été achevé en 1994).

être envisagé.<sup>3</sup> Toutefois, les déclarations de M. Loukashenko étaient en fait plutôt mesurées. Selon l'agence Interfax, il aurait déclaré : « *Je n'imagine pas de situation qui rendrait nécessaire le déploiement de telles armes [sur le territoire biélorusse]. (..) Il y a suffisamment d'armes en Russie. S'il y a une menace contre nos peuples, rien ne peut être exclu. Nous devons assurer notre sécurité avec tous les moyens et méthodes disponibles* ». <sup>4</sup>

---

<sup>3</sup> Ibid.

<sup>4</sup> « No need to deploy Russian tactical nukes in Belarus – Lukashenko », *Interfax-AVN*, 26 juin 2006.